

Projet de règlement grand-ducal

fixant les modalités et les matières de l'examen de fin de stage sanctionnant la formation spéciale en vue de l'admission définitive auprès de l'Administration des services techniques de l'agriculture

Avis du Conseil d'État

(30 janvier 2018)

Par dépêche du 19 mai 2017, le Premier ministre, ministre d'État, a saisi le Conseil d'État du projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par le ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.

Le projet de règlement était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'une fiche d'évaluation d'impact et d'une fiche financière.

L'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics a été communiqué au Conseil d'État par dépêche du 20 juillet 2017.

Considérations générales

Le projet de règlement grand-ducal sous avis fixe le programme de l'examen de fin de stage sanctionnant la formation spéciale en vue de l'admission définitive des fonctionnaires stagiaires auprès de l'Administration des services techniques de l'agriculture. Il suit de près le libellé de règlements traitant les mêmes matières pour d'autres administrations. En effet, en exécution de l'article 6, paragraphe 3, de la loi modifiée du 15 juin 1999 portant organisation de l'Institut national d'administration publique « (...) les programmes de formation spéciale ainsi que l'appréciation des épreuves sont déterminés pour chaque administration par règlement grand-ducal. Ce règlement fixe également, pour les fonctionnaires visés à l'article 5 de la présente loi, la durée de la formation spéciale théorique qui ne peut pas être inférieure aux limites fixées ci-après :

- 90 heures pour les stagiaires du groupe de traitement A1 ;
- 100 heures pour les stagiaires du groupe de traitement A2 ;
- 110 heures pour les stagiaires du groupe de traitement B1 ;
- 90 heures pour les stagiaires du groupe de traitement C1 ;
- 60 heures pour les stagiaires des groupes de traitement D1, D2 et D3. »

Examen des articles

Articles 1^{er} et 2

Sans observation.

Articles 3 et 4

Il y a lieu de préciser dans les tableaux des parties I et II qu'il s'agit de la durée de formation et non pas de la durée de l'examen.

Article 5

Selon l'article 8 du règlement grand-ducal modifié du 27 octobre 2000 déterminant à l'Institut national d'administration publique - l'organisation de la commission de coordination, - la collaboration avec les administrations et établissements publics de l'État et - la collaboration avec le Ministère de l'Intérieur et les administrations et établissements publics des communes, l'organisation de la formation spéciale est fixée par les chefs d'administration en tenant compte des besoins de formation spécifiques et en prenant en considération l'horaire des cours de formation générale.

Or, au paragraphe 1^{er}, les auteurs assujettissent une « décision » du ministre ayant l'Agriculture, la Viticulture et la Protection des consommateurs dans ses attributions à la concertation avec le chef d'administration. Afin de rester cohérent respectivement avec l'article 8 précité et avec d'autres textes réglementant la même matière, il y a lieu de renoncer à l'intervention du ministre et de ne prévoir que le chef d'administration comme responsable de l'organisation des cours de formation, éventuellement en collaboration avec les autres administrations qui participent à des cours offerts en commun.

Article 6

Sans observation.

Article 7

Il n'est pas correct de disposer que l'examen de fin de formation spéciale porte sur les matières prévues à la partie I, étant donné que les cours y prévus sont uniquement attestés par un certificat de présence.

Au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, il y a lieu de supprimer la locution adverbiale « d'office » pour être superfétatoire. Par ailleurs, elle peut prêter à confusion dans la mesure où elle laisse entendre qu'à côté des matières sur lesquelles l'examen porte « d'office », il y en aurait d'autres sur lesquelles il ne porte pas « d'office ».

Au paragraphe 3, alinéa 5, les auteurs font mention du fait que la commission [d'examen] peut être complétée par des experts. Si ces experts devaient toucher une indemnité pour leur prestation de service, il y a lieu de prévoir le paiement d'une telle indemnité au niveau de la base légale faute de quoi cette disposition du règlement grand-ducal se verrait exposée à la sanction d'inapplicabilité découlant de l'article 95 de la Constitution.

Concernant l'alinéa 3 du paragraphe 6, il y a lieu de le supprimer pour être superfétatoire. En effet, cette disposition fait déjà l'objet de l'article 4, alinéa 4, du règlement grand-ducal modifié du 13 avril 1984 déterminant la procédure des commissions d'examen du concours d'admission au stage, de

l'examen de fin de stage et de l'examen de promotion dans les administrations et services de l'État.

Par ailleurs, le règlement grand-ducal précité du 13 avril 1984 prévoit, au point 15 de l'article 5, que « la commission transmet au ministre compétent, directement ou par l'intermédiaire du chef d'administration, un procès-verbal renseignant, outre le classement des candidats, les résultats que chacun d'eux a obtenus aux différentes épreuves » et, au point 16 du même article, que « le président de la commission informe les candidats des classements et résultats obtenus ». Si l'intention des auteurs est de garantir par la disposition sous examen que les épreuves soient organisées de telle sorte que le résultat soit disponible au cours du troisième mois qui précède la fin du stage, le Conseil d'État suggère de rédiger de la manière qui suit le dernier alinéa du paragraphe 4 :

« Le procès-verbal visé au point 15 de l'article 5 du règlement grand-ducal modifié du 13 avril 1984 déterminant la procédure des commissions d'examen du concours d'admission au stage, de l'examen de fin de stage et de l'examen de promotion dans les administrations et services de l'État est dressé au plus tard au cours du troisième mois qui précède la fin du stage. »

Concernant le dernier alinéa du paragraphe 4, et puisque le déroulement de l'examen est déterminé à suffisance par le règlement grand-ducal précité du 13 avril 1984, le Conseil d'État demande que cet alinéa soit supprimé pour être superfétatoire.

Article 8

Sans observation.

Observations d'ordre légistique

Observations générales

Il y a lieu d'écrire :

« **Chapitre 1^{er} – Structuration de la formation spéciale** ».

Quant aux intitulés des articles, il convient de préciser qu'il n'est pas obligatoire de munir les articles d'un intitulé. Toutefois, en cas de recours à ce procédé, chaque article du dispositif doit être muni d'un intitulé propre.

Les énumérations abécédaires relatives aux matières enseignées sont à remplacer par des numérotations (1°, 2°, 3°, ...).

Lorsque les termes génériques sont visés, tous les substantifs s'écrivent en lettres minuscules. Aussi, dans le dispositif des actes normatifs, les qualificatifs des fonctions gouvernementales et d'autres charges publiques prennent la minuscule. Dès lors, il y a lieu d'écrire « ministère ayant l'Agriculture dans ses attributions » et « ministre ayant l'Agriculture, la Viticulture et la Protection des consommateurs dans ses attributions ».

Mis à part les intitulés des tableaux relatifs aux matières enseignées

aux articles 3 et 4, le terme « partie » est à écrire avec une lettre initiale minuscule.

Il convient par ailleurs d'écrire « Unité de contrôle ».

Préambule

Au préambule, la mention d'actes de même nature se fait dans l'ordre chronologique de ceux-ci, en commençant par le plus ancien. Dans certains cas, il peut toutefois être préférable de mentionner d'abord le texte de base principal, puis, dans l'ordre chronologique, les textes qui n'offrent qu'un fondement juridique subsidiaire. En l'espèce, il convient d'adapter l'ordre des fondements légaux aux règles précitées.

Article 1^{er}

La forme abrégée « **Art.** » et le numéro d'article sont à faire suivre d'un point, pour lire « **Art. 1^{er}.** ».

Article 2

L'emploi de signes typographiques, tels que des tirets, est à écarter. En effet, la référence à des dispositions introduites de cette manière est malaisée, tout spécialement à la suite d'insertions ou de suppressions de ces signes opérées à l'occasion de modifications ultérieures. Les tirets sont dès lors à remplacer par une numérotation en points, caractérisée par un numéro suivi d'un exposant « ° » (1°, 2°, 3°, ...).

Article 3

Il y a lieu de supprimer la mention de « : 24 heures » qui s'est glissée dans la première colonne du tableau.

Article 4

Il convient d'écrire correctement « paragraphe 2 » au lieu de « alinéa 2 » dans la phrase introductive de l'article 4.

Au point e), il faut écrire : « Pour les stagiaires des groupes de traitement D1, D2 et D3 ».

Article 7

Au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les auteurs renvoient aux « dispositions du paragraphe II ci-dessus », alors qu'il y a lieu de renvoyer au « paragraphe 2 ». Par ailleurs, l'adverbe « ci-dessus » est à supprimer, car superfétatoire.

Au paragraphe 4, alinéa 3, deuxième phrase, les termes « du présent article » sont à supprimer, pour être superfétatoires. À l'alinéa 3 de ce même paragraphe, il y a lieu de remplacer « paragraphe III » par « paragraphe 3 ».

Article 8

S'il est recouru au groupement d'articles en chapitres, la structure choisie doit être respectée à travers l'ensemble du dispositif, quitte à ce qu'un chapitre comporte un article unique. Il y a dès lors lieu de reprendre l'article sous examen relatif à la formule exécutoire sous un chapitre distinct intitulé comme suit :

« Chapitre 4 – Disposition finale ».

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 20 votants, le 30 janvier 2018.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Wivenes